



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

135^{ème} ASSEMBLEE DE L'UIP ET REUNIONS CONNEXES

Genève, 23 - 27.10.2016

Réunion-débat informelle : **Comment concilier la croissance des dépenses militaires avec la réalisation de nos engagements en matière de développement durable ?**

Mardi 25 octobre (16 h 30 - 18 h 30)

Salles 3 et 4, niveau 0, CICG

Langues : anglais et français

Organisée par l'UIP et le Bureau international de la paix

Note d'orientation

Nous vivons à une époque de richesses abondantes. Cependant, chaque cause importante semble manquer d'argent, que ce soit les Objectifs de développement durable, le Fonds vert pour le climat, ou les besoins identifiés par le Sommet mondial sur l'action humanitaire.

Dans le même temps, les gouvernements du monde entier dépensent 1 700 milliards de dollars E.-U. chaque année pour leurs forces armées : c'est encore plus qu'à l'apogée de la guerre froide. Alors que les tensions géopolitiques augmentent, l'industrie de l'armement et d'autres institutions exercent de fortes pressions sur les politiciens pour dépenser plus. Dans certains Etats, une part substantielle des dépenses militaires est consacrée à la recherche et au développement d'armes nucléaires qui ne pourront jamais être utilisées et au développement de systèmes d'armement controversés tels que les "robots tueurs".

Un nombre croissant de voix s'élèvent pour contester ces choix. Ces voix émanent de la société civile, mais aussi de certains gouvernements et naturellement de nombreux parlements. Tout le monde peut le constater, les solutions militaires ne sont pas adaptées aux questions de sécurité d'aujourd'hui. Kofi Annan les a décrites comme des "problèmes sans passeport" : les changements climatiques, les réseaux terroristes transnationaux, le crime organisé, les pandémies et autres.

Il s'agit d'un domaine complexe, étant donné qu'il implique la perception des menaces, les doctrines de défense, les rôles historiques, les loyautés issues d'alliances, les capacités budgétaires et les intérêts particuliers. Il est donc d'autant plus important que les parlementaires examinent soigneusement leur rôle de contrôle et partagent leurs expériences en matière de contrôle des questions budgétaires.

Questions clés :

- Comment les parlements traitent-ils les questions budgétaires ? Y a-t-il un processus rigoureux pour évaluer les demandes divergentes sur le budget global ? Ces demandes peuvent concerner des programmes sociaux, environnementaux, de développement ou de défense des droits de l'homme qui sont en concurrence avec les militaires pour les ressources nationales.
- Quelles mesures précises les parlementaires peuvent-ils prendre pour assurer un contrôle démocratique du budget de la défense ? Quels types de soutien technique pourraient aider les parlementaires à s'impliquer davantage ?
- Quelles mesures sont prises pour limiter les dépenses excessives et les gaspillages dans le secteur de la défense, et pour mettre un frein aux pratiques de corruption ?
- Quelles mesures ont donné les meilleurs résultats pour identifier les dépenses liées au secteur militaire qui ne relèvent pas du budget de la défense ?
- Quelle est la relation entre les débats au sein des parlements et les discussions parmi le grand public ?

#IPU135